

Israël-Cisjordanie. «L'écologie de la dépossession»: le «sionisme vert» comme instrument du nettoyage ethnique



Ferme palestinienne à Wadi Qana, localité «classée réserve naturelle», mars 2019. (Anne Paq / Activestills)

Par Diana Kruzman

Fin avril de l'année dernière, des responsables israéliens ont laissé trois notifications informant Bassem Mansour, un agriculteur de la communauté palestinienne

de Deir Istiya, dans le nord de la Cisjordanie occupée, que trois de ses parcelles d'agrumes empiétaient sur les limites de Wadi Qana, une réserve naturelle protégée. Ces notifications ordonnaient à Bassem Mansour d'arracher immédiatement ses jeunes arbres, sous peine d'«arrestation, de poursuites judiciaires et de sanctions». Bassem Mansour, comme de nombreux autres agriculteurs palestiniens de la région, a été contraint d'arracher ses jeunes arbres. Six mois plus tard, à quelques kilomètres seulement des parcelles d'agrumes de Bassem Mansour, l'avant-poste colonial israélien d'El Matan a célébré son intégration officielle en tant que quartier de la colonie plus vaste de Karnei Shomron. Lors de sa fondation en 2000, l'avant-poste de colons se trouvait à l'intérieur des limites de la réserve, en violation de la loi israélienne, mais en 2014, le gouvernement israélien a discrètement redessiné les limites de Wadi Qana afin d'exclure la parcelle de 25 acres sur laquelle se trouve l'avant-poste. Et bien qu'El Matan rejette régulièrement des eaux usées non traitées dans la vallée protégée située en contrebas, la ministre israélienne de la Protection de l'environnement [Idit Silman] a assisté à la cérémonie d'intégration, au cours de laquelle elle a souligné l'importance de cette mesure pour l'expansion juive dans la région. «Notre présence sur le terrain [...] déterminera la sécurité de l'ensemble de l'État d'Israël», a-t-elle déclaré lors de cet événement.

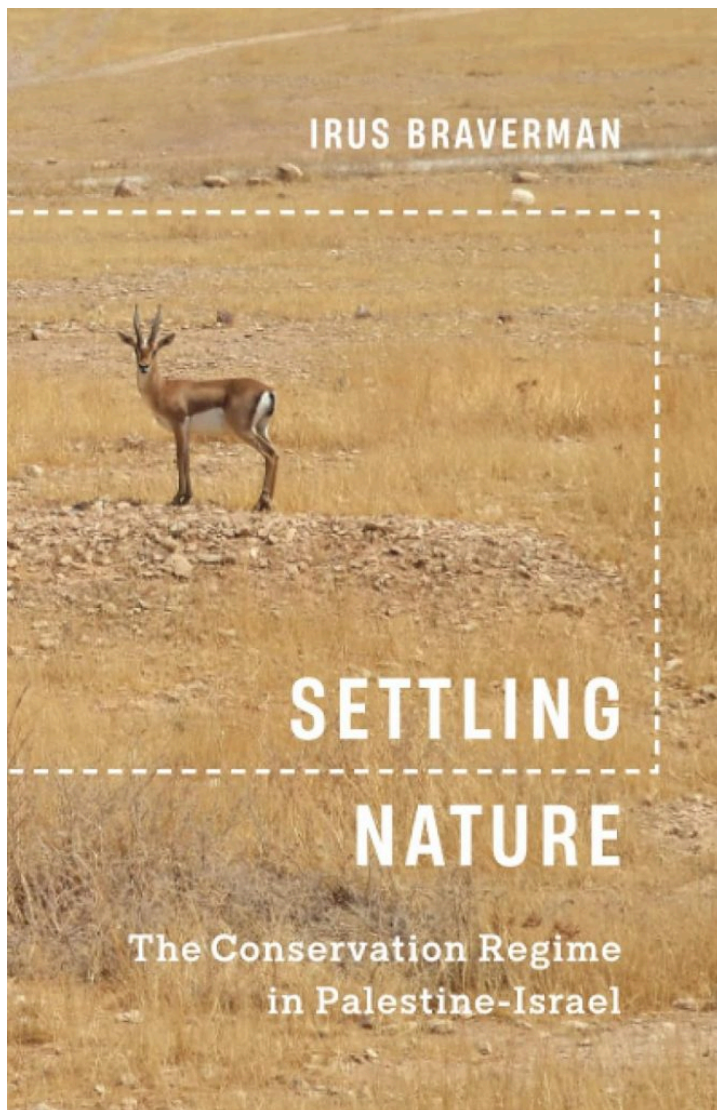
L'utilisation par Israël des terres protégées est l'un des éléments de ce que l'on appelle souvent le sionisme «vert» ou «écologique», qui postule que la protection de l'environnement est essentielle au maintien du caractère juif du territoire. Sur le papier, l'objectif des réserves naturelles israéliennes est de protéger la flore

et la faune indigènes, tant à l'intérieur des frontières de 1948 qu'en Cisjordanie occupée. À la suite d'un décret militaire de 1970 accordant à l'armée le pouvoir de réserver des terres en Cisjordanie pour la création de parcs ou la préservation de la nature, l'armée a chargé l'Autorité israélienne de la nature et des parcs (INPA), un organisme gouvernemental relevant du ministère de la Protection de l'environnement, d'administrer en son nom les parcs de la zone C [sous contrôle total israélien, définie lors des accords d'Oslo], qui constitue la majeure partie de la Cisjordanie. La mission officielle de l'INPA est de «préserver et gérer le caractère particulier des paysages typiques à travers tout le pays, dans l'intérêt de tous les habitants», et Israël a étendu les limites de plus d'une douzaine de réserves en Cisjordanie au cours des cinq dernières années, notamment celle de Wadi Qana, au service de cet objectif déclaré.

Le «sionisme vert» permet ainsi à l'État d'Israël de dissimuler son occupation du territoire et le nettoyage ethnique des Palestiniens derrière le discours progressiste de l'écologisme, en mettant en avant les initiatives de plantation d'arbres et les réserves naturelles comme preuve du rôle indispensable d'Israël en tant que gardien de la terre. Les experts et les organisations de défense des droits des Palestiniens affirment depuis longtemps que ces «mesures de protection» environnementales ne sont qu'un prétexte utilisé pour justifier l'expulsion des Palestiniens de leurs foyers, tandis que les colonies israéliennes illégales sont autorisées à se multiplier. Wadi Qana, par exemple, est entouré de sept colonies de ce type. Comme me l'a expliqué Alon Cohen-Lifshitz, de l'organisation israélienne de défense des droits en matière d'urbanisme Bimkom, l'objectif principal des autorités israéliennes en créant des réserves naturelles est «de limiter le développement des Palestiniens et d'empêcher l'accès aux bergers et à leurs troupeaux... Elles utilisent l'aménagement [environnemental] comme un outil pour faciliter la mainmise sur davantage de terres».

L'instrumentalisation de l'écologie par Israël remonte à sa fondation. Par exemple, le Keren Kayemeth Le-Israel – Fonds national juif (JNF), une association à but non lucratif fondée en 1901 par Theodor Herzl, le père du sionisme politique moderne, a mené une politique de «verdissement du désert», en plantant des pins à travers le désert du Naqab (ou Néguev) et en chassant les éleveurs bédouins au passage. Aujourd'hui, le JNF possède plus de 13% des terres en Israël, qu'il interdit aux non-juifs de louer, et a planté des centaines de millions d'arbres, qui ont historiquement servi à masquer les villages palestiniens détruits lors de la Nakba de 1948 et sont toujours utilisés pour empêcher les «invasions» palestiniennes et permettre une «mainmise ferme» sur les terres, selon les termes de documents du gouvernement israélien. Afin de promouvoir cette action, le JNF-USA a déposé la marque «Éco-sionisme», qu'il décrit comme «l'un des mouvements environnementaux les plus fructueux du XXI^e siècle».

Cette affirmation, dans laquelle des organisations et des organismes gouvernementaux israéliens se présentent comme les défenseurs de la nature, suit un schéma familier que la juriste Irus Braverman qualifie d'«exceptionnalisme écologique», selon lequel l'État se présente comme le seul capable de sauver l'environnement, souvent des dommages prétendument causés par les peuples indigènes. Dans ce cadre, les responsables israéliens et l'INPA «apparaissent comme les forces civilisées qui sauvent des animaux non humains innocents des actes criminels et inhumains des Palestiniens», a écrit Irus Braverman dans son ouvrage de 2023 intitulé *Settling Nature: The Conservation Regime in Palestine-Israel* (University of Minnesota Press). Ce positionnement est similaire à celui d'autres gouvernements coloniaux de peuplement lors du déplacement des peuples autochtones, m'a expliqué Ghada Sasa, politologue et militante palestinienne. Par exemple, en Tanzanie, le peuple autochtone masai a été chassé de ses terres ancestrales pour faire place à l'extension des parcs de safari, et le parc national de Yellowstone, aux États-Unis, a été créé dans le cadre d'une poussée d'expansion vers l'ouest qui a entraîné le déplacement des peuples Crow, Blackfeet, Bannock, Nez Perce et Shoshone. En Israël/Palestine, environ 25% du territoire a été placé sous la juridiction de l'INPA,



Publié en 2023.

un pourcentage encore plus élevé que dans des pays fortement tributaires du tourisme lié à la faune sauvage, tels que le Kenya et l'Afrique du Sud.

Les prétentions d'Israël en matière de gestion environnementale contredisent sa destruction bien documentée de l'environnement, comme son détournement des eaux du Jourdain; son défrichage de terres pour la construction du mur de séparation, qui s'est depuis révélé catastrophique pour la faune sauvage; sa protection des colons alors qu'ils arrachent des oliviers en Cisjordanie; et son empoisonnement des terres agricoles à Gaza et au Liban au phosphore blanc. Depuis octobre 2023, les effets toxiques sur la santé et l'environnement du génocide à Gaza, notamment le bombardement des infrastructures d'assainissement et l'anéantissement quasi total des terres agricoles, ont donné lieu à de nouveaux appels visant à faire de l'écocide un crime de guerre. Les prétentions d'Israël en matière de gestion écologique sont également contredites par le fait que bon nombre des atteintes à l'environnement attribuées aux Palestiniens, telles que le brûlage des déchets (dont un député d'extrême droite de la Knesset a préconisé qu'il devienne un délit passible de la peine de mort) ou l'abattage d'arbres, résultent du

fait de vivre sous occupation et de ne pas avoir accès à des systèmes adéquats d'élimination des déchets ni à un approvisionnement en carburant. Parallèlement, les Palestiniens ont une empreinte carbone inférieure à celle des Israéliens, consomment beaucoup moins d'eau et sont plus vulnérables aux effets du changement climatique.

De plus, Israël agit souvent selon des motivations politiques, plutôt qu'environnementales, lorsqu'il prend des décisions en matière d'écologie. Un **article de 2023** publié dans la revue *Parks* a révélé que la majorité des réserves naturelles de Cisjordanie avaient été créées «sans justification biologique suffisante»; environ un tiers d'entre elles étaient simultanément désignées comme terrains d'entraînement militaire, tandis qu'un autre tiers servait à l'extension des colonies israéliennes voisines. Dans les zones d'entraînement militaire, l'armée «y pénètre littéralement avec des chars et des hélicoptères [...] pour se préparer à envahir Gaza ou d'autres endroits», a déclaré à *Jewish Currents* Mazin Qumsiyeh, l'un des coauteurs de l'article et directeur de l'Institut palestinien pour la biodiversité et la durabilité. «Il est donc évident qu'il ne s'agit pas de protection de la nature. Il s'agit d'une utilité pour l'armée israélienne et du nettoyage ethnique des Palestiniens.»

Wadi Qana offre un exemple particulièrement frappant de la manière dont ces dynamiques se concrétisent sur le terrain. Pendant la majeure partie des cent dernières années, cinquante familles palestiniennes ont vécu dans la vallée, y entretenant des oliveraies, des vergers d'agrumes et des potagers. La première colonie israélienne de la région, Karnei Shomron, a été fondée en 1977 sur les collines surplombant la vallée. Six ans plus tard, l'armée israélienne a déclaré la zone réserve naturelle, ce qui signifiait que les agriculteurs

palestiniens qui y vivaient n'avaient plus le droit de construire de nouvelles structures ni de planter de nouveaux arbres. Dans le même temps, les colons ont continué à construire. Les eaux usées provenant des sept colonies établies au cours des années suivantes ont chassé la plupart des habitants de la vallée dans les années 1990.

En 2006, plusieurs des plus grandes colonies ont été équipées d'installations de traitement des eaux usées, et les familles d'agriculteurs palestiniens qui avaient quitté la vallée ont pu y revenir. Mais leur retour a été marqué par de nouvelles destructions. Tout au long des années 2010, l'INPA a détruit les canaux d'irrigation palestiniens et déraciné des milliers d'arbres; pendant ce temps, les colons ont construit des routes traversant la zone protégée pour relier les colonies à de nouveaux avant-postes. Bien que certains aient finalement été inculpés pour atteinte à l'environnement dans la réserve, en 2015, les autorités israéliennes, cherchant à relier les colonies d'El Matan et de Ma'ale Shomron, ont commencé à construire une nouvelle route qui trancherait la réserve en deux, séparant de nombreux agriculteurs palestiniens de leurs terres. L'impact des constructions des colons à Wadi Qana montre comment les réserves naturelles sont utilisées pour faire avancer la politique de colonisation israélienne en Cisjordanie, a expliqué Mazin Qumsiyeh. Bien que la région soit effectivement riche en biodiversité, les colonies israéliennes détruisent les habitats d'espèces menacées, telles que le crapaud à pattes en forme de pelle syrien, qui, en Cisjordanie, ne se trouve que dans un seul étang de la région de Wadi Qana. «À cause des colonies et de leurs infrastructures, nous assistons à une lente destruction de l'environnement», a déclaré Mazin Qumsiyeh.

Ce schéma s'est répété dans toute la Cisjordanie. Alors que certaines zones — telles que al-Arqoub près de Bethléem et Wadi al-Quff près d'Hébron — sont classées en réserves naturelles car elles constituent de précieux réservoirs de biodiversité et de beauté naturelle, l'INPA a tendance à donner la priorité aux colonies plutôt qu'aux communautés palestiniennes vivant sur ces terres, voire à la nature elle-même. Cela signifie que les mêmes lois utilisées pour justifier l'expulsion des Palestiniens de ces zones sont souvent ignorées lorsque les colonies nuisent à l'environnement, a expliqué Mazin Qumsiyeh. À Wadi Qana, l'INPA a collaboré avec l'administration municipale de la colonie de Karnei Shomron pour aménager un parc de loisirs destiné aux colons. Comme le relate l'ouvrage d'Irus Braverman, l'objectif, selon les termes de l'ancien président du conseil municipal de Karnei Shomron, est de transformer la réserve «en jardin de Karnei Shomron».

Les réserves naturelles ne sont qu'un outil parmi d'autres utilisé par l'État d'Israël pour consolider son contrôle sur les terres palestiniennes, ont souligné les experts avec lesquels je me suis entretenu. Mais comme l'a expliqué Irus Braverman, il est particulièrement important de reconnaître l'écologie comme une stratégie distincte de contrôle colonial en raison de son caractère invisible. «La nature est puissante précisément parce qu'elle se présente comme apolitique», m'a-t-elle confié. Une telle représentation, a-t-elle fait valoir, masque le rôle politique que jouent les discours environnementaux. Ce processus, souvent appelé «greenwashing», peut compliquer la tâche des organismes internationaux et des observateurs occasionnels lorsqu'il s'agit de dénoncer et de contester la dépossession.

Pendant ce temps, à Wadi Qana, et plus largement en Cisjordanie, les processus de dépossession foncière ne montrent aucun signe de ralentissement. En janvier, Israël a saisi 170 acres près de Wadi Qana et les a déclarés terres d'État, ce qui précède très souvent la création de nouvelles colonies. Par ailleurs, la recrudescence des violences commises par les colons a accru la pression sur les familles palestiniennes restantes. Othman Odeh, un responsable de la communauté palestinienne d'Ayun Khirbet Qara, qui regroupe une douzaine de familles vivant à Wadi Qana, m'a confié que depuis le 7 octobre, les colons se sentent encouragés à étendre leurs activités d'élevage à Wadi Qana, sachant que l'INPA n'interviendrait pas, malgré l'interdiction légale de faire paître du bétail dans les réserves naturelles protégées. Depuis août de l'année

dernière, trois familles palestiniennes ont quitté la vallée après avoir subi des harcèlements répétés de la part des colons, qui font paître leurs vaches dans la vallée et détruisent les cultures de la communauté. «La situation est catastrophique», a expliqué Othman Odeh. «Les attaques quotidiennes et organisées contre les agriculteurs, la destruction de leurs cultures et de leurs oliviers, ainsi que le vol de leurs troupeaux sont insupportables. Nous sommes confrontés soit au déplacement, soit à la mort.» (Article publié sur le site *Jewish Currents* le 9 juillet 2026; traduction rédaction A l'Encontre)